



Un État sur le territoire de la Palestine mandataire plutôt que des positions opportunistes

Macron soutient le plan égyptien

A l'occasion de son périple en Égypte, Macron a produit quelques annonces et fait semblant de montrer de l'empathie envers les Palestiniens de Gaza qui subissent le génocide. Il s'est rendu au bord de la frontière à quelques encablures de Rafah.

A-t-il dénoncé publiquement les 80 000 morts dont 15 000 enfants ? La poursuite du projet sioniste d'éradication des Palestiniens ? La torture dans les prisons de l'occupation et le traitement insupportable que subit le docteur Hossam Abu Safiya¹ ?

Pas du tout. Il s'est contenté, dans un premier temps, d'un soutien appuyé au « plan de reconstruction de Gaza » prôné par la Ligue arabe et notamment par l'État égyptien. Nous l'avons déjà évoqué, mais il est bon de rappeler que ce plan n'est pas du tout un véritable moyen de régler la question ni de soutenir les légitimes revendications des Palestiniens. Pas d'État avec des habitants à droits égaux ! Pas de retour des réfugiés ! Un statut peu clair et une direction de la Bande de Gaza confiée à la soi-disant Autorité Palestinienne, pourtant totalement déconsidérée. Tous les Palestiniens savent que ces vieilles barbes sont préoccupées uniquement par leur propre sort et servent de fidèles serviteurs à l'État colonial sioniste, réprimant au passage les manifestations de solidarité avec Gaza et attaquant avec leurs forces de sécurité le camp de Jénine, avant d'être relayés par l'armée coloniale sioniste.

En réalité, les dirigeants égyptiens mettraient bien la main sur la Bande de Gaza ; l'Autorité Palestinienne les servirait aussi facilement qu'elle sert le gouvernement sioniste. Par ailleurs, le plan est une tentative non déguisée de désarmer la Résistance palestinienne, ce qui est l'un des buts des sionistes bien sûr, mais aussi des régimes arabes qui souhaitent normaliser complètement leurs relations avec l'État colonial sioniste. S'ils rivalisent pour le contrôle de la Bande de Gaza, tous seraient ravis d'être débarrassés de la question palestinienne.

La position de Macron de soutien au plan égyptien est surtout une posture. Car l'armée d'occupation ne lâchera pas sur sa volonté d'annexer Gaza et d'en chasser les Palestiniens survivants, tandis que la Résistance armée refuse de se laisser désarmer. C'est un point essentiel ; sans la Résistance armée, Gaza serait déjà totalement occupée par les sionistes. Si l'armée d'occupation est maîtresse du ciel, les combats au sol sont beaucoup plus meurtriers pour les génocidaires.

Une possible reconnaissance de l'État de Palestine

Par ailleurs, Macron a annoncé une possible reconnaissance par la France de l'État de Palestine, dans un délai relativement court. Cette annonce a déclenché les critiques des enragés de la cause sioniste, mais, a contrario, l'enthousiasme de tous les bien-pensants de la « gauche » française, qui demandent depuis des lustres une telle reconnaissance.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, il en va de la reconnaissance de l'État palestinien comme des invocations au respect du « droit international », tout cela n'est que du bla-bla sans incidence sur le réel. 168 États ont déjà reconnu la Palestine. Nous n'allons pas nous en plaindre, mais nous savons qu'il s'agit, pour la plupart de ces pays, d'une position opportuniste destinée à calmer les peuples et les travailleurs solidaires des Palestiniens. Car, enfin, combien de ces États ont pris des mesures concrètes pour forcer Israël à se dégager de la Bande de Gaza ou même à cesser le génocide ? L'Algérie et la Tunisie ou encore Cuba et quelques autres n'ont jamais eu de

¹ <https://www.amnesty.be/veux-agir/agir-ligne/petitions/hussam-abu-safiya>

relations diplomatiques avec l'entité sioniste, la Bolivie et la Colombie les ont rompues ; elles sont également rompues dans les faits avec l'Afrique du Sud et l'Irlande. Mais tout cela ne fait pas grand monde.

D'ailleurs, quand Macron évoque la fameuse reconnaissance, il n'a pas un mot pour parler de sanctions qui contraindraient l'État colonial sioniste, ni diplomatiques, ni économiques, pas même un pour annoncer la fin de la participation de la France à l'armement de l'entité sioniste.

Les bêtises pour le respect du droit international n'arrêtent absolument pas les sionistes, la reconnaissance de l'État de Palestine non plus. Si aucune mesure coercitive n'est prise, les sionistes pourront continuer leur œuvre de mort. Tout cela est donc de l'agitation gratuite, sans aucun effet. Et ce d'autant plus que nous savons que cette « reconnaissance », qu'elle soit mise en avant par Macron ou par la « gauche » française, se fait dans le cadre de la pseudo-solution à deux États : un État colonisé côte à côte avec l'État colonisateur et pas de retour des réfugiés de 1948 !!! Tout cela relève définitivement de la posture et de l'imposture ! Personne ne peut croire à une telle fable, surtout quand on sait ce qu'est devenue la paix coloniale initiée par les Accords d'Oslo.

C'est bien le problème qui est posé à celles et ceux qui, dans la « gauche » française, veulent sincèrement soutenir la Palestine. Ce soutien doit passer par la revendication de la fin de l'État colonial sioniste, sinon rien ne changera. La reconnaissance de l'État de Palestine couplée au maintien de l'existence de l'État colonial sioniste est une position confortable et opportuniste qui permet de maintenir les choses en l'état. Tant que l'entité sioniste existera, aucune paix ni aucune libération du peuple palestinien ne sera possible.

En conclusion

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, ce qui importe, ce sont toutes les paroles et tous les gestes qui permettront d'aider les Résistants palestiniens (armés ou non) à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. **Aucune position de circonstance, d'opportunisme, de conformisme ou de posture ne servira à quoi que ce soit d'autre que de conforter les colonialistes sionistes dans leur entreprise d'éradication du peuple palestinien.** aussi prononcer ou écrire les mots qui fâchent et en particulier toute la sémantique de la colonisation.

Il est temps que les défenseurs sincères de la Palestine, notamment dans certaines organisations de gauche en France prennent conscience de cette réalité : l'énorme majorité de ce qu'il est convenu d'appeler la « société israélienne » est complice du génocide parce qu'elle adhère aux fondements du sionisme et, par là même, ne peut dénoncer le génocide qui se passe à deux portes de **Ce qui est nécessaire, c'est la caractérisation de la situation et des responsables : le mouvement sioniste et ses dirigeants actuels et ses supports occidentaux : le colonialisme de remplacement et les impérialistes qui en profitent et le soutiennent.**

Cela veut dire, par exemple, ne pas laisser croire que l'idée de déportation des Gazaouis aurait été inventée par Trump alors qu'elle date des débuts du sionisme et a déjà été pensée par les sionistes de gauche en 1967. Cela veut dire sa maison.

Le problème fondamental, la source-même du conflit colonial, de la guerre de libération nationale, c'est bien le sionisme. Toutes les focalisations sur « Netanyahu d'extrême droite » sont autant d'erreurs ou de détournements du réel. La volonté d'éradication du peuple palestinien n'est pas seulement celle de Netanyahu, mais bien de l'ensemble des sionistes, depuis le projet fondateur.

Une paix juste, ce n'est pas le plan égyptien, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant. L'existence d'un État colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs.

Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique.

Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.